

InfoMigrants 20181121

<http://www.infomigrants.net/fr/post/13500/la-ville-de-bayonne-accuse-la-compagnie-flixbus-de-delit-de-faciès-envers-les-migrants-dans-ses-bus>



Des passagers montent à bord d'un FlixBus. Crédit : twitter.com/FlixBus_FR

La ville de Bayonne accuse la compagnie FlixBus de délit de faciès envers les migrants dans ses bus

Par [Anne-Diandra Louarn](#) Dernière modification : 21/11/2018

Jean-René Etchegaray, le maire de Bayonne, dans le sud-ouest de la France, affirme que des chauffeurs de la compagnie FlixBus demandent leurs papiers d'identité à des voyageurs, uniquement parce qu'ils sont noirs, les soupçonnant d'être des migrants en situation irrégulière.

C'est un cri du cœur que souhaite lancer Jean-René Etchegaray. Le maire de Bayonne a pris la parole dans les médias locaux depuis quelques jours afin de dénoncer des contrôles au faciès ciblant des migrants se trouvant à bord d'autocars de la compagnie FlixBus.

"J'ai constaté moi-même qu'on ne demandait pas de papiers d'identité aux blancs, mais qu'on le demandait aux noirs. C'est de la discrimination raciale !", a-t-il lancé sur France bleu, affirmant s'être rendu sur place après avoir été alerté de la situation par des associations d'aide aux migrants. "Ces faits sont d'une extrême gravité", poursuit-il. "En tant que maire je ne peux pas accepter que des faits aussi graves aient lieu sur ma commune. J'ai alerté le procureur, la police, la Ligue des Droits de l'Homme et la Licra".

Mais du côté des premiers concernés, à savoir FlixBus, personne n'a été averti justement. C'est ce que déplore Raphaël Daniel, porte-parole de FlixBus France, joint par InfoMigrants. "On aurait aimé que la mairie ou les associations nous contactent pour nous faire part de ce qu'elles ont vu. Or, on a appris cette affaire par voie de presse. Il nous faudrait des preuves, des témoignages ou des vidéos pour ouvrir une enquête car là nous sommes un peu bloqués",

explique-t-il, précisant que la compagnie d'autocars prenait ces accusations "très au sérieux" et que des sanctions immédiates seraient prises si les faits sont avérés.

Contrôler ou se mettre hors la loi ? : "pression sur les conducteurs"

La ville de Bayonne voit passer, depuis cet été, de plus en plus de migrants arrivant d'Espagne et souhaitant rejoindre les villes du nord de l'Europe. Le ministre français de l'Intérieur, Christophe Castaner, s'est rendu le 12 novembre dernier à la frontière franco-espagnole où il s'est dit inquiet de "mouvements migratoires forts sur les Pyrénées" et a annoncé une coopération accrue avec l'Espagne.

Ce même jour, lors d'un contrôle au péage de Bénesse-Maremne dans les Landes, un car de la compagnie FlixBus a été intercepté par des douaniers français. Après avoir procédé à un contrôle d'identité à l'intérieur du véhicule, les autorités ont interpellé 19 personnes en situation irrégulière, dont un adolescent de 17 ans.

[>> À \(re\)lire sur InfoMigrants : France : 19 migrants interpellés dans un bus en provenance de Bayonne et assignés à résidence](#)

Depuis ce contrôle, "la situation est devenue critique pour les chauffeurs" dans la région de Bayonne, affirme Raphaël Daniel de FlixBus. Il explique en effet que "la gendarmerie a mis la pression au conducteur" du bus intercepté par les douaniers en lui expliquant que transporter des personnes en situation irrégulière constituait une violation de la loi française. Pour autant, les chauffeurs ne peuvent remplacer la police en procédant à des contrôles d'identité aléatoires. Pris entre deux feux, les conducteurs "nous disent qu'ils ne sont pas sereins et qu'ils vivent mal cette épée de Damoclès", continue-t-il.

La compagnie indique que les contrôles de papiers d'identité sont systématiques et concernent tous les passagers lorsque ces derniers viennent d'Espagne ou d'un autre pays étranger. Dans le cas d'un trajet domestique, le chauffeur peut demander une pièce d'identité uniquement pour vérifier la concordance du nom inscrit sur le titre de transport.

"Certains conducteurs sont compréhensifs, d'autres ne veulent rien savoir"

La situation est d'autant plus complexe que les conducteurs embauchés par FlixBus ne sont pas salariés mais indépendants et ne sont donc pas encadrés par une politique d'entreprise stricte. "C'est la loterie : certains conducteurs sont adorables et compréhensifs. D'autres ne veulent rien savoir", raconte Gringo*, un bénévole du collectif Diakité d'aide aux migrants, contacté par InfoMigrants.

Avec les autres bénévoles, il accompagne quotidiennement au bus de nombreux migrants en transit par Bayonne. "Les refus de passagers sont de plus en plus récurrents depuis 10 jours. Un chauffeur nous a montré une note interne leur autorisant à vérifier que le nom sur le billet est identique à celui de leur pièce d'identité, sauf que l'on est justement en présence de personnes ne possédant pas de pièce d'identité", précise-t-il.

Lorsqu'un migrant est débarqué, les bénévoles contactent alors le service clients de FlixBus pour demander un remboursement. "Ils sont donc au courant de ce qu'il se passe ici", déplore Gringo. Le collectif Diakité demande à FlixBus que ses chauffeurs respectent le cadre légal et

n'entraînent pas la liberté de circuler. “Le cas échéant, nous allons devoir commencer à constituer des dossiers juridique”, prévient Gringo.

FlixBus de son côté affirme avoir envoyé un courrier au maire de Bayonne “appelant au dialogue et à la concertation” avec tous les acteurs : transporteurs, associations et autorités. La mairie de Bayonne n'a pas encore indiqué si elle avait eu connaissance dudit courrier.

**Nom d'emprunt*